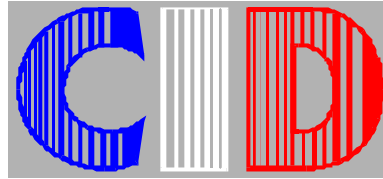


- 1. La politique antinucléaire du Pacifique Sud**
- 2. Commandant Angela Fitzsimons**
- 3. 29/02/00**
- 4. Division B**
- 5. Mémoire de géopolitique**
- 6. Résumé. Les petits Etats peuvent exprimer leur indépendance mais ils sont vulnérables aux réalités économiques et politiques. La pression ouverte qui est exercée par les grandes puissances nourrit le nationalisme.**
- 7. Mots clés : indépendance, ANZUS, le traité de Rarotonga, zone dénucléarisée, le Forum de Pacifique Sud, les essais nucléaires, nationalisme, le relevance des alliances**

COLLEGE INTERARMEES



DE DEFENSE

# MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

29/02/00

## LA POLITIQUE ANTI-NUCLEAIRE DU PACIFIQUE SUD

Commandant Angela FITZSIMONS  
CID 99-00 Groupe B1



Introduction.....	2
L'Histoire .....	2
ANZUS.....	3
Le Forum du Pacifique Sud.....	3
Le Pacifique Nucléaire.....	5
La Proposition Japonaise.....	5
La Politique Antinucléaire en Nouvelle-Zélande .....	6
L'Action ANZAC.....	6
Une Initiative Régionale .....	7
La Politique Antinucléaire des Pays de Forum .....	8
Samoa Occidental.....	8
Les Iles Cook.....	8
Nauru.....	8
Tonga.....	8
Les Iles Fidji.....	9
Niue .....	9
La Papouasie-Nouvelle-Guinée.....	9
Les Iles Salomon.....	9
Tuvalu.....	10
Kiribati.....	10
Vanuatu.....	10
Le Traité de Rarotonga.....	11
L'Intensification de la Politique Antinucléaire .....	12
L'Influence du mouvement de la Paix.....	13
Le Champ de Tir de Mururoa.....	13
La Crise d'ANZUS.....	14
L'Incident de Buchan.....	14
La Politique Américaine sur les Armes Nucléaires.....	14
La Réponse Américaine .....	15
La Loi Néo-Zélandaise .....	16
L'Intérêt Soviétique .....	16
L'Incident du Rainbow Warrior .....	18
Le Nationalisme en Nouvelle-Zélande.....	19
L'Australie : Entre Deux Alliés.....	20
L'Isolement de la Nouvelle-Zélande .....	21
Conclusion.....	23

## **Introduction**

La politique antinucléaire du Pacifique Sud est une politique qui a frappé le monde entier. L'expression « la région du Pacifique Sud » a été créée après la seconde guerre mondiale pour représenter une vaste région bordée par le continent de l'Amérique du Sud, l'Antarctique au sud, l'équateur au nord et l'Asie à l'est. Dans ce mémoire nous allons tout d'abord examiner les états du Pacifique Sud, comment ils ont été colonisés, le traité de sécurité qui a sécurisé la région depuis la fin de la seconde guerre et les menaces pour la région. Ensuite nous allons examiner les liens entre les nations du Pacifique et la création de l'organisation la plus importante pour la région : le Forum du Pacifique Sud. Puis nous allons examiner l'histoire nucléaire du Pacifique, le projet du Japon de décharger les déchets nucléaires dans le Pacifique et l'arrivée du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) dans la Polynésie française. L'émergence de la politique antinucléaire en Nouvelle Zélande et le développement d'une initiative régionale parmi les pays du Pacifique seront traités. Puis, dans la deuxième partie nous examinerons les raisons pour lesquelles les Etats du Pacifique Sud ont développé une politique antinucléaire. La dimension du Traité de Rarotonga et la poursuite de l'augmentation de la politique antinucléaire en Nouvelle-Zélande seront traités . La crise du traité d'ANZUS, la riposte américaine et l'intérêt soviétique seront analysés. Ensuite l'affaire du Rainbow Warrior, le nationalisme en Nouvelle-Zélande et la position australienne entre les Etats Unis et la Nouvelle-Zélande seront examinés. Finalement nous terminerons par l'isolement néo-zélandais, les conséquences pour les armées néo-zélandaises et le futur et la pertinence de cette politique aujourd'hui.

## **L'Histoire**

Le Pacifique Sud a été colonisé par les Anglais en ce qui concerne l'Australie et la Nouvelle-Zélande en 1788 et 1840. La France (Polynésie et Nouvelle Calédonie), les Pays- Bas (la Nouvelle Guinée), le Japon (les archipels de Micronésie) et l'Allemagne (la Nouvelle Guinée et Samoa) étaient aussi présents dans la région. Mais après la seconde guerre mondiale, le Japon et l'Allemagne ont quitté la zone. Depuis les années soixante et soixante-dix, les anciennes colonies et territoires contrôlés par la Nouvelle-Zélande, l'Australie, la Grande Bretagne et les Etats-Unis ont accédé à l'indépendance. La Nouvelle-Zélande a accordé l'indépendance au Samoa occidental en 1962 et l'Australie au Nauru en 1968. Fidji, Tonga, la Nouvelle Guinée, les îles Salomon, Tuvalu, Kiribati ont suivi et enfin le condominium des Nouvelles-Hébrides (Vanuatu). Celui-ci était le seul pays à accéder à l'indépendance par la violence ce qui est intéressant à se souvenir quand nous examinerons la gestion du politique antinucléaire.

Les Iles Cook ont décidé de devenir indépendantes mais elles ont gardé des relations statutaires avec la Nouvelle-Zélande en choisant celle-ci pour maintenir la responsabilité de leurs relations extérieures et la défense en consultation avec le Premier (Premier ministre). L'arrangement constitutionnel est sans doute unique au monde. Ce choix de rester lié avec un plus grand pays a aussi des implications pour le futur.

## **ANZUS**

L'Australie et la Nouvelle-Zélande se sont trouvées avec la plupart des soldats en Europe et en Afrique au moment où le Japon a lancé la guerre dans le Pacifique. Après la fin de la guerre, le Pacte ANZAC avait été signé pour développer les territoires indigènes et pour établir une alliance militaire garante du maintien de la sécurité régionale. Ils avaient besoin d'une grande puissance pour crédibiliser ce pacte et ont demandé aux Etats-Unis de renforcer le pacte de déni. Le traité de l' ANZUS était signé par les trois pays en 1951 pour assurer la sécurité de la région et le Pacifique est devenu « un lac américain. ». ANZUS a garanti pour les trois signataires la sécurité de chacun des membres ; d'agir à l'encontre d'une menace commune selon les procédures judiciaires en cas d'une attaque armée sur le territoire, îles territoriales, forces armées, navires civils ou avions dans le Pacifique.

La politique de défense néo-zélandaise était fondée sur la certitude que les Etats-Unis porteraient assistance en cas de menace à sa sécurité. ANZUS a donné à la Nouvelle-Zélande et à l'Australie la protection du parapluie nucléaire sans la nécessité d'acquérir les armes nucléaires. L'avantage pour les Etats-Unis était d'avoir délégué aux deux partenaires de l'alliance la responsabilité de la sécurité de leur propre zone d'influence. La menace pour le Pacifique Sud est venue du nord où se trouvent les pays comme la Chine et l'URSS. L'effet domino était craint parce que le communisme s'était implanté en Asie et à l'époque il est apparu que le communisme s'étendrait aux pays asiatiques. L'appartenance à l'alliance d'ANZUS a motivé la Nouvelle-Zélande à envoyer des soldats combattre en Corée et au Vietnam avec les Etats Unis et sans la Grande Bretagne.

## **Le Forum du Pacifique Sud**

Le Forum du Pacifique est une organisation régionale dont les membres sont les Etats insulaires, des îles qui sont indépendantes et qui se gouvernent elles-mêmes. Les membres sont l'Australie , les Etats fédérés de Micronésie , les îles Cook , les îles Fidji, les îles Marshall, les îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niue, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée , Samoa occidental, Tokelau, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. L'influence directe et forte de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande est reconnue sur le plan économique, militaire, politique et social. Depuis l'indépendance, ces nouveaux Etats insulaires sont considérés comme alliés de l'Ouest mais loin de la rivalité des grandes puissances. Mais depuis la fin des années 70 quelques pays du bout du Pacifique ont montré un certain intérêt pour les Etats insulaires et ont essayé d'établir des liens plus proches avec elles.

La reconnaissance des zones économiques exclusives a donné aux îles insulaires la possibilité de réguler l'environnement autour d'elles. Elle a accordé « des droits souverains aux fins d'exploration et d'exploitation, de la conservation et de la gestion des ressources naturelles, biologiques, des fonds marins et leur sous-sol et des eaux sur adjacentes. » La convention de Montego Bay a donné aux micros Etats une zone importante. Ils ont obtenu une richesse inconnue qui leur appartient et selon eux ils sont devenus des Etats avec du potentiel.

La situation des pays du Forum est difficile à comprendre pour ceux qui se trouvent à l'extérieur de la région. Les petites îles Etats se sentent vulnérables pour plusieurs raisons. Du fait de leur taille d'abord, ensuite parce qu'elles sont géographiquement très isolées du monde. De plus elles sont insulaires et leurs ressources naturelles sont limitées. Elles n'ont pas une importante capacité industrielle ni technologique. Les marchés pour leurs produits sont aussi limités, et pour survivre elles dépendent de l'exportation d'un petit nombre de denrées. Les désastres naturels comme des cyclones arrivent souvent et, dans ce cas, elles dépendent de l'aide d'Australie et de la Nouvelle-Zélande pour les aider.

Elles regardent ces deux plus grands pays avec une attente d'assistance et de conseil. Elles partagent l'histoire d'anciens colons avec leurs grands voisins. Dans le cas de la Nouvelle-Zélande la compréhension d'une société multiethnique renforce les liens. Economiquement les îles sont liées aux deux grands pays et l'immigration importante renforce les liens sociaux et familiaux. Les membres du Forum ne sont pas inspirés uniquement par la volonté d'éviter la dissémination des armes nucléaires, ils reflètent également le souci de préserver l'environnement.

L'authenticité et la légitimité accordées à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande par les îles du Pacifique dépendent de la situation géostratégique. Ces deux grands pays sont occupés avec le reste du Pacifique Sud et ils sont bienvenus et invités aux réunions régionales. Ils sont considérés sur une échelle réduite comme les superpuissances.

La raison pour laquelle le Forum du Pacifique Sud existe provient des essais nucléaires français. Les Etats insulaires ont voulu exprimer leurs soucis au sujet de ces essais. Mais ils n'avaient pas de confiance réciproque et les essais français ont eu comme résultat de consolider ces pays. Quelques Etats insulaires ont protesté contre les essais français en juillet 1965 sous les auspices de l'organisation qui existait avant le Forum : la Conférence du Pacifique Sud. Les îles Cook ont voulu demander à la France de reconsidérer les peuples du Pacifique Sud mais comme la plupart des îles n'étaient pas encore indépendantes et donc mal organisées, elles ne pouvaient pas s'accorder sur un consensus.

Le premier essai français a été effectué en juillet 1966. La Conférence du Pacifique Sud était la première organisation régionale et donc encore fragile. Le mandat de cette organisation n'incorporait pas de discussion la politique. Les îles ont discuté de leurs problèmes politiques ailleurs. N'ayant pas avoir pu exprimer leurs opinions sur les essais français et le rejet de gaz toxique par les Etats-Unis sur l' Atoll Johnston, les îles indépendantes ont décidé de créer une nouvelle organisation pour satisfaire les besoins de micro états indépendants. Le Forum s'est réuni pour la première fois à Wellington en 1971 et l'Australie et la Nouvelle-Zélande étaient invitées à devenir membres. A la fin de la première rencontre du Forum en août 1971, le Forum a demandé à la Nouvelle-Zélande d'exprimer son inquiétude au sujet des essais.

Les pays du Forum ont accru leurs protestations contre les essais français et ils ont gagné l'autorisation de discuter des essais nucléaires dans le Pacifique Sud lors d'une réunion à l'Organisation de Nations Unis (ONU), à New York. Le résultat de cette réunion était une résolution présentée à l'Assemblée générale de l'ONU. La résolution a été adoptée mais la France a refusé d'arrêter les essais parce qu'elle avait besoin d'avoir une force de frappe indépendante, nucléaire.

## **Le Pacifique Nucléaire**

Les essais français n'étaient pas les premiers dans le Pacifique. Les Etats-Unis ont exécuté des essais nucléaires entre 1946 à 1962 sur les îles Marshall (66 essais) et l'île Johnston (12 essais). En même temps, les Britanniques ont aussi entrepris des essais sur diverses îles et aussi en Australie. Ils ont fini les essais à l'hydrogène sur l'île Christmas en 1957. L'île Christmas était aussi utilisée par les Américains en coopération avec les Britanniques entre 1957-1962 (25 essais). Ces deux pays ont terminé les essais dans le Pacifique en 1963 et ils ont signé le « Partial Test Ban Treaty » (PTBT).

La France n'avait pas signé ce traité et avait annoncé la décision de construire le CEP en Polynésie après avoir abandonné le centre d'essais du Sahara en Algérie. La décision d'abandonner le champ de tir de Reggane avait été prise à cause du moratoire sur les essais observé par les Etats Unis et l'U.R.S.S. entre 1959-1961 et des protestations de certains pays africains. La France a abandonné les essais aériens et a commencé les essais souterrains sur un autre champ de tir. Après l'indépendance de l'Algérie, il était impératif de trouver un site en territoire national. L'opposition néo-zélandaise au début des essais nucléaires a surpris la France, qui a soupçonné une réponse « anglaise » de cette sentinelle de l'ancien empire britannique. Ironiquement la marine néo-zélandaise a aidé les Britanniques avec deux frégates pour transmettre la météo. Le Premier ministre néo-zélandais Sidney Holland a décrit les essais occasionnels comme « essentiels ». L'opinion officielle en Nouvelle-Zélande avait changé au milieu des années soixante quand la Chine a commencé les essais, et la France a ouvert le CEP.

## **La Proposition Japonaise**

Les essais nucléaires français n'étaient pas le seul sujet apte à unifier les pays du Forum. Si les îles étaient mal à l'aise avec le seul colonisateur qui restait dans le Pacifique, elles étaient plus inquiètes avec le Japon. Le souvenir de la guerre dans le Pacifique est resté présent dans les mémoires de la population insulaires. De même celles-ci craignent de voir le déchargement des déchets nucléaires au nord des îles Mariannes. Le plan japonais était d'« encapsuler » les déchets nucléaires dans des barils en béton. Les Japonais ont proposé de décharger entre 5000 et 10000 barils qui contenaient des déchets moyennement radioactifs et, après les avoir déchargés, ils ont proposé de vérifier les résultats de cette expérimentation.

Cette proposition a été envoyée en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux Etats-Unis et dans les îles Micronésie. Malgré le fait que l'endroit était à l'extérieur du Pacifique Sud, les dirigeants des îles pacifiques se sont violemment opposés à cette initiative. Pendant la onzième réunion du Forum, le déchargement des déchets nucléaires a intéressé les pays membres. Une résolution de condamnation de l'initiative japonaise a été adoptée. Ensuite les Japonais ont essayé de convaincre les pays de la sécurité de ce plan. Le directeur du Bureau de Sécurité Nucléaire au Japon ne pouvait pas garantir la réapparition des déchets nucléaires. Le Japon a abandonné l'intention de décharger ses déchets dans le Pacifique en mai 1981. Cette victoire pour les îles Etats contre une grande puissance a donné de l'espoir pour continuer la lutte contre les essais français.

## La Politique Antinucléaire en Nouvelle-Zélande

La politique antinucléaire en Nouvelle-Zélande n'appartient exclusivement ni au Parti Travailleiste ni au Parti National. En 1963 le Gouvernement National a décidé de ne permettre ni stockage, ni essai ni fabrication d'armes nucléaires sur le sol néo-zélandais. La Nouvelle-Zélande était parmi les premiers pays à signer le Traité de Non-prolifération en 1968. Le gouvernement travailleiste a poursuivi une politique étrangère vigoureuse en matière nucléaire entre 1972-1975. Il a refusé l'entrée aux ports néo-zélandais des bâtiments avec armement nucléaire, s'est opposé aux essais nucléaires français et a soutenu la zone de paix dans l'océan indien. Un sondage en 1971 a démontré que presque 81% des Néo-Zélandais ont soutenu l'opposition gouvernementale aux essais nucléaires.

### L'Action ANZAC

L'Australie et la Nouvelle- Zélande ont mené une action contre la France devant la Cour Internationale de justice en 1973. Elle se défendit en disant qu'elle risquait d'être victime d'une mesure discriminatoire parce que les essais souterrains des autres puissances nucléaires n'étaient pas condamnés. Les auditions ont duré un an et en 1974 la France a annoncé la décision d'arrêter les essais aériens. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont réussi à attirer l'attention du monde sur leurs soucis régionaux. Le gouvernement travailleiste n'était pas satisfait de l'action devant la Cour Internationale de justice et voulait montrer ses sentiments plus concrètement. Le gouvernement a envoyé la frégate Otago à Mururoa pour protester contre les essais. Les Australiens étaient moins ambitieux et ont envoyé le pétrolier Supply pour ravitailler les navires néo-zélandais. Avant l'arrivée des bâtiments, la France a établi une zone de sécurité de 72 miles nautiques autour de Mururoa. Malgré la présence ANZAC qui avait irrité les autorités françaises, incapable de la lever, les essais ont continué. L'action a attiré l'attention mondiale parce que la France continuait de réaliser des essais atmosphériques dans le Pacifique de Sud.

Le Premier ministre Kirk a prévenu l'Ambassadeur français en 1972. « Finalement, il serait imprudent de sous-estimer le sentiment fort qui est évident à travers le Pacifique Sud. Comme nous l'avons indiqué pendant le débat récent devant l'Assemblée Générale, nous pensons que le gouvernement français ne s'est pas rendu compte suffisamment tôt de l'inquiétude dans la région elle-même ».<sup>1</sup> De l'autre côté de la Mer de Tasmanie, l'idée d'établir une zone dénucléarisée avait attiré le Parti Travailleiste australien. Le gouvernement avait été impressionné par la réussite de la dénucléarisation de l'Antarctique et les deux pays ont soutenu ensemble ce concept. Ils avaient aussi l'intention de présenter une résolution devant l'Assemblée Générale. Toutefois, l'Australie et la Nouvelle-Zélande avaient évoqué le fait que l'appui d'une zone dénucléarisée pouvait vexer les Etats-Unis et remettre en question le traité d'ANZUS. En effet, les Américains craignaient que la création d'une telle zone dénucléarisée ne dérange le dispositif de sécurité.

---

<sup>1</sup> Lettre de Premier ministre de la Nouvelle-Zélande, Norman Kirk à l'Ambassadeur de la France 19 décembre 1972

Une restriction sur le libre transit des bâtiments et avions dans la région confinait les Etats-Unis. En revanche une zone dénucléarisée ne contraindrait pas des adversaires : l'URSS et la Chine.

## Une Initiative Régionale

La Nouvelle-Zélande et l'Australie ne sont pas les seuls à soutenir une zone dénucléarisée. Les pays du Forum partagent les mêmes sentiments et expriment leur appui à cette initiative. A l'exception des îles Fidji, la plupart des Etats insulaires n'appartiennent pas à l'ONU. Le concept fut proposé par la Nouvelle-Zélande au cours de la sixième réunion du Forum à Nuku'alofa (Tonga) en 1975, malgré quelques réserves de la part de l'Australie. Le Forum publia un communiqué qui proposa l'établissement d'une zone dénucléarisée dans le Pacifique Sud. Il a déclaré que, pour réussir, l'appui mondial sera nécessaire avec l'établissement d'une résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU. La Nouvelle-Zélande et les îles Fidji ont affirmé leur volonté d'une résolution de l'ONU, à l'inverse de l'Australie qui conservait quelques inquiétudes. La Nouvelle-Zélande a montré sa volonté de devenir la porte-parole de la région.

La Papouasie Nouvelle Guinée est devenue membre de l'ONU la même année que son indépendance. Elle a manifesté son appui à l'instigation de la Nouvelle-Zélande. « Nous croyons en une coopération étroite entre les habitants des Iles pour protéger notre environnement. Notre conviction est prouvée par notre intention, avec la Nouvelle-Zélande et les îles Fidji, d'émettre une résolution dans cette Assemblée pour créer une zone dénucléarisée dans le Pacifique Sud ; il est important de préciser que ceci constitue notre première contribution au travail de l'Assemblée. »<sup>2</sup> La résolution fut adoptée à 94 voix pour et aucune contre ; 18 pays se sont abstenus, dont la France, les Etats-Unis, la Grande Bretagne, et l'URSS. La Chine fut la seule puissance nucléaire à voter pour.

Le problème pour l'Australie fut le manque de clarté vis à vis d'ANZUS et le droit de libre passage pour les bâtiments dans le Pacifique. Suite aux défaites des gouvernements travaillistes en Australie et en Nouvelle-Zélande, les gouvernements de droite ont rejeté de renouveler l'adhésion d'ANZUS. La politique antinucléaire de ces deux pays est double : d'une part ils continuent à s'opposer aux essais nucléaires, d'autre part ils s'opposent à la présence de bâtiments à propulsion nucléaire ou à ceux possédant des armes nucléaires, qu'ils considéraient pourtant comme nécessaires auparavant. Le Forum fut convaincu d'abandonner l'idée d'une zone dénucléarisée, mais la décision ne fut jamais prise officiellement. Quelques accidents à Mururoa et l'initiative japonaise évoquée précédemment permirent de garder cette idée.

---

<sup>2</sup> Premier ministre Michael Somare, Pacific Island Monthly

## **La Politique Antinucléaire des Pays de Forum**

La politique antinucléaire des îles de Forum ne doit pas être considérée comme homogène. Des différences de perception existent entre les pays mais le résultat concernant la zone dénucléarisée du Pacifique Sud est la preuve d'une excellente coopération.

### Samoa Occidental

Ce pays fut le premier à protester contre les essais nucléaires français. Après son indépendance en 1962, un traité d'amitié fut signé avec la Nouvelle-Zélande, qui a montré les liens proches entre ces deux pays. Après neuf ans d'une politique isolationniste, un nouveau Premier ministre invita des officiels russes pour les fêtes d'indépendance et établit des liens diplomatiques avec la Chine. La Zone Dénucléarisée du Pacifique Sud fut considérée comme une bonne idée par ce pays. Les escales des bâtiments nucléaires américains et britanniques ne provoquèrent pas de problèmes pour ce pays. Mais pour montrer sa solidarité avec la Nouvelle-Zélande, le Samoa occidental envoya un message à l'Ambassadeur des Etats-Unis à Wellington en lui précisant que si l'intention des Etats-Unis était de vouloir offenser la Nouvelle-Zélande avec l'escale de bâtiments à propulsion nucléaire à Apia, l'autorisation d'escales serait annulée.

### Les Iles Cook

A cause de la proximité des îles Cook et de la Polynésie, l'inquiétude des citoyens fut sérieuse. Le Premier ministre Albert Henry refusa l'autorisation d'atterrissage d'avions français dont la mission était en relation avec les essais. Il refusa deux fois des invitations de visite à Tahiti parce qu'il considéra qu'une telle visite constituait un affaiblissement de la position gouvernementale. Avec le changement de gouvernement, la décision de permettre les escales de bâtiments nucléaires fut renversée. Ce changement agaça le Premier ministre Lange (ministre travailliste de Nouvelle-Zélande).

### Nauru

Nauru n'a pas protesté contre les essais français mais s'est préoccupé vigoureusement du déchargement des déchets radioactifs japonais. Ne possédant pas de ports convenables, la question des escales de bâtiments nucléaires resta théorique.

### Tonga

Tonga est entré en 1971 dans le débat contre les essais français et le stockage américain des gaz toxiques. Ce pays a toujours apprécié la nécessité d'une présence américaine dans la région. Il craignait une baisse de la sécurité dans le Pacifique Sud dans la mesure où une zone dénucléarisée pourrait empêcher le libre passage des bâtiments américains. Aussi ces bâtiments furent-ils bien accueillis au Tonga, qui ne jamais assisté aux réunions organisées par ceux qui soutenaient la mise en place d'une zone dénucléarisée.

### Les Iles Fidji

Ces îles aussi ont connu des changements dans la politique antinucléaire. Les groupes de pression antinucléaires étaient actifs aux Fidji. Ces groupes se sont composés d'étudiants, religieuses, et de syndicalistes. Les Iles Fidji étaient le premier pays à rejoindre l'ONU et ils ont commencé de protester contre les essais français et le stockage de gaz toxique. Ils se sont joints à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande pour présenter la question des essais nucléaires français devant le tribunal international de justice.

En 1982 le gouvernement a annoncé que les bâtiments à propulsion nucléaire ou avec d'armes nucléaires seraient interdits aux ports fidjien. Un an plus tard le même gouvernement a renversé cette décision. La position géostratégique des îles Fidji a attiré l'intérêt américain. Pour équilibrer les démarches soviétiques (les demandes d'utiliser les ports pour les bateaux de pêche), les Américains ont ouvert une ambassade à Suva et ils ont augmenté l'aide militaire. L'influence de l'organisation antinucléaire a faibli et la politique des Fidji s'est rapprochée de celle de l'Australie. Les Iles Fidji ont accepté les visites des bâtiments nucléaires des Etats-Unis et ils ont soutenu l'idée d'une zone dénucléarisée moins rigoureuse.

### Niue

La Nouvelle-Zélande s'est occupée de la défense et des relations extérieures de ce pays. Niue gouverne lui-même, mais il a suivi la politique extérieure de la Nouvelle-Zélande.

### La Papouasie-Nouvelle-Guinée

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a adopté la politique antinucléaire avec ardeur. Elle a appuyé la résolution, qui était affirmé par la Nouvelle-Zélande et les îles Fidji à l'Assemblée générale. Toutefois, les relations avec l'Indonésie voisine ont modifié l'attitude du gouvernement papou. Face à des incursions de militaires indonésiens (à la poursuite de militants autonomistes, OPM (Organisation Free Papoua), d'une ethnie installée de part et d'autre de la frontière), le gouvernement papou a recherché d'appui d'un pays puissant. Ne voulant se rapprocher de l'Australie qui l'avait autrefois colonisée, elle décida de ne pas heurter, les Etats-Unis en autorisant la visite de bâtiments nucléaires. Néanmoins, la PNG a signé la traité de dénucléarisation de Pacifique Sud en 1985 et elle a continué d'être récalcitrant avec son ancien colonisateur.

### Les Iles Salomon

Le gouvernement des îles Salomon s'est opposé aux essais français et au déchargement de déchets radioactifs japonais. Il n'a pas pris une position sur les visites de bâtiments nucléaires quand un bâtiment à propulsion nucléaire a rendu visite pour fêter l'anniversaire des débarquement sur Guadalcanal en 1982. Il a solidifié sa position en 1983 avec l'annonce de refuser l'entrée dans son territoire de bâtiments ou avions à

propulsion ou armes nucléaires. Ce pays a adopté une approche prudente et a signé la traité de dénucléarisation de Pacifique de Sud en 1987.

### Tuvalu

Tuvalu, indépendant depuis 1978, a signé un an plus tard un traité d'amitié avec les Etats-Unis qui restreignait sa politique extérieure et de sa défense. Les habitants de Tuvalu avaient une garantie de consultation si les Tuvaluans avaient besoin d'aide militaire. Tuvalu n'était pas passionné par le sujet nucléaire mais il a présenté un mémoire sur les dangers des essais nucléaires et le déchargement de déchets radioactifs. Le traité de dénucléarisation de Pacifique Sud était acceptable pour Tuvalu. Car il était en accord avec ses buts de politique extérieure. Sa signature n'a pas troublé ses relations avec les Etats-Unis.

### Kiribati

Le Président de Kiribati a protesté vigoureusement contre le déchargement de déchets radioactifs pendant la réunion du Forum en 1980. Comme Tuvalu il avait signé un traité d'amitié avec les Etats-Unis où il a consenti à ne pas prêter sans leur accord les installations militaires, qui avaient été construite par les Américains sur l'île Canton. Le traité de dénucléarisation, comme dans le cas de Tuvalu était e, accord avec la politique de ce pays.

### Vanuatu

Parmi tous les pays du Pacifique Sud, le Vanuatu est le plus radical sur le plan de la politique extérieure. Vanuatu a du combattre pour gagner son indépendance et ne tolère plus, depuis l'interventionnisme, e des grandes puissances : Pour cette raison ; il a suivie une politique extérieure autonome. Vanuatu est un pays neutre qui est membre du Mouvement Non Aligné et a reconnu Cuba. L'initiative «ni-Vanuatu»<sup>3</sup> pour une zone dénucléarisée était d'interdire aux bâtiments nucléaires de traverser la région, les bases militaires nucléaires, toutes sortes de déchargement de déchets radioactifs, et toute activité qui était liée avec l'uranium (L'Australie est un exportateur d'uranium.).

Sa politique antinucléaire était la plus extrême et Vanuatu était le premier pays du Pacifique à interdire les visites de bâtiment nucléaires. Après cette décision le gouvernement de Vanuatu a offert aux Américains l'autorisation de mouillages, s'ils pouvaient assurer que le bâtiment ne portait pas des armes nucléaires. Mais la position de l'Ambassadeur américain à Suva était que la politique américaine consistait à ne jamais signaler la présence d'armes nucléaires sur ses bâtiments. Le Premier ministre a critiqué l'Australie pour avoir vendu de l'uranium à la France: « Nous ne pouvons pas comprendre franchement, pourquoi les gens qui s'opposent aux essais nucléaires, pour des raisons économiques vendent des produits à la nation qui fait les essais. »<sup>4</sup> Le gouvernement de Vanuatu n'a pas signé le traité de dénucléarisation parce qu'il n'avait pas considéré que le traité était assez courageux.

---

<sup>3</sup> Les gens de Vanuatu

<sup>4</sup> Walter Lini, Fiji Times, 19 octobre 1982

Il est évident que les pays du Forum n'étaient pas du tout d'accord au sujet de la politique nucléaire. D'un côté, en résumé il y avait le côté extrême des opinions radicales comme celles de Vanuatu. A l'autre bout, se trouvait le Tonga qui avait apprécié l'ingérence des Etats-Unis pendant la deuxième guerre mondiale et qui avait refusé d'entrer dans les discussions sur une zone dénucléarisée jusqu'en 1985. Kiribati, la Nouvelle-Zélande, les îles Salomon et la Papouasie Nouvelle Guinée étaient du côté radical se sont trouvés vers du côté radical. Les autres membres du Forum, y compris l'Australie et les îles Fidji, étaient au centre conservateur. Chaque pays avait sa politique nucléaire propre basée sur des facteurs politiques, économiques et militaires spécifiques. La coopération entre ces pays fût néanmoins remarquable, et ils ont pu s'accorder pour signer la traité de Rarotonga.

## **Le Traité de Rarotonga**

Le premier traité destiné à créer une zone dénucléarisée était le traité d'Antarctique de 1959. Ce traité avait créé une zone démilitarisée et, par conséquent, la dénucléarisation était implicite. Le Traité de Rarotonga a eu suivi pour modèle un autre traité sur l'interdiction des armes nucléaires: la traité de Tlatelolco relatif à l'Amérique latine. La crise de missiles à Cuba a incité les pays des Amériques à créer une zone dénucléarisée. La zone géographique de ce traité a inclu tous les Etats d'Amérique latine et les Caraïbes. Ce traité ne pas signé ni ratifié par tous les pays de région et fût un échec important. Néanmoins le traité de Tlatelolco était original, constituant un précédent pour les futurs traités multilatéraux pour destinés à créer des zones dénucléarisées.

Le but du traité de Rarotonga était d'établir une zone dénucléarisée pour contribuer à la sécurité et au bien-être des habitants de la région, et de réduire des risques pour la santé des peuples et l'environnement. L'existence d'un autre traité de zone dénucléarisée a incité les gens du Pacifique à s'occuper de leur environnement. Ils ont voulu une mesure de sécurité pour éviter de faire partie des enjeux de pays qui possèdent des armes nucléaires.

Le traité interdit d'essayer de fabriquer, d'acquérir et de posséder des explosifs sur le territoire des signataires. De plus, le déchargement des déchets radioactifs dans la mer intérieure à la zone était interdit. Le traité exige de tous les signataires qu'ils respectent les garanties de l'Agence Internationale d'Energie Atomique<sup>5</sup> les activités nucléaires. Une particularité du traité est le droit de chaque signataire de décider lui-même des circonstances permettant les escales de bâtiments et avions étrangers. Cet aspect avait provoqué beaucoup de discussions parmi les pays du Forum et le résultat est représentatif de la coopération entre les Etats. La liberté de naviguer en haute mer et d'entrer les eaux territoriales qui est garanti par la loi internationale, est respecté dans le traité.

Le traité a trois protocoles. Par le premier, les trois pays qui gardaient des territoires dans la zone (la Grande Bretagne, la France et les Etats-Unis) devraient respecter les mêmes contraintes que les pays appartenant directement à la zone dénucléarisée. Par le deuxième, les Etats-Unis, la France, la Grande Bretagne, l'Union soviétique et la Chine s'engagent de n'utiliser à ne pas utiliser ni menacer d'utiliser des armements nucléaires contre les signataires les pays de la zone. Le troisième protocole demande à la France, à la Grande Bretagne, aux Etats-Unis, à l'Union soviétique et à la Chine de consentir à ne pas exécuter d'essais nucléaires dans la région qui est couverte par le traité. Neuf pays ont

---

<sup>5</sup> International Atomic Energy Agency

signé le traité en août 1985 et il est entré en vigueur. L'Union soviétique et la Chine exprimaient leur soutien au traité et ont ratifié les protocoles deux et trois en 1986 et 1987. Les Etats Unis n'ont pas signé le traité malgré le fait que le transit libre en la haute mer n'ait pas été empêché. Les mouvements et la souplesse des forces nucléaires américaines dans le Pacifique n'étaient pas affectés. La signature américaine pourrait être interprétée comme un assouplissement de leur position avec la Nouvelle-Zélande, hostile aux escales des bâtiments «nucléaires ». A moins que les Américains n'aient pas voulu créer un précédent qui aurait pu limiter leur liberté d'action dans le futur. Trois puissances nucléaires n'ont pas signé le traité au moment de sa création : les Etats Unis, la Grande Bretagne et la France. Ces trois pays l'ont néanmoins signé 1986-7. Mais les Etats Unis n'ont pas ratifié les trois protocoles. Une liste de signataires se trouve à la fin de ce mémoire.

Le traité de Rarotonga a été critiqué entre autres par les groupes antinucléaires parce qu'il n'empêchait pas les bâtiments à propulsion ou équipés d'armes nucléaires de transiter dans la zone. De plus il a été critiqué parce que les signataires peuvent permettre aux bâtiments et avions « nucléaires » d'entrer dans leur pays. Le traité est perçu comme une plaisanterie parce au aucun pays de la région ne possède d'armes nucléaires ; et rien n'a donc changé depuis l'existence du traité. En revanche, pour les pays de la région, le traité améliore leur environnement et leurs intérêts nationaux de sécurité. Malgré ceux qui avaient critiqué la traité comme un document mal rédigé et sans pertinence, la coopération que le Traité de Rarotonga représente ne peut pas être négligée. Le Traité de Tlatelolco n'était toujours pas signé par tous les pays de l'Amérique du Sud. Les quatre pays les plus développés l'Argentin, le Brésil, le Chili et Cuba n'avaient pas signé ce traité 18 ans après sa signature. Rarotonga avait montré que la coexistence d'une zone dénucléarisée et la liberté de passage sur la mer selon le droit international étaient réalisable.

## **L'Intensification de la Politique Antinucléaire**

En 1984 , un an avant la mise en vigueur du Traité de Rarotonga, un gouvernement travailliste était élu en Nouvelle-Zélande. Le nouveau Premier ministre David Lange était élu sur une promesse d'interdire les bâtiments «nucléaires » mais de rester membre de l'alliance ANZUS. Un an avant l'élection Lange avait choqué son parti politique en proposant que les bâtiments à propulsion nucléaire ou équipés d'armes nucléaires puissent traverser la zone dénucléarisée. Il a du modifier son opinion rapidement pour éviter une polémique. La demande d'interdire les bâtiments nucléaires était une idéologie tenue par le centre du parti travailliste. Un recul de cette attitude pouvait le fractionner. Le gouvernement de Lange s'est piégé. Les résultats de l'élection ont montré que 79% des Néo-Zélandais avaient soutenu la proposition de rester dans ANZUS. Mais les trois partis politiques qui s'étaient opposés aux escales de bâtiments nucléaires avaient obtenu 63 des 99 places.<sup>6</sup> Les souhaits des Néo-Zélandais n'étaient pas évidents, et le gouvernement n'avait pas reçu le mandat de choisir entre ANZUS et les escales. L'ambiguïté de la situation était rendue encore plus forte par l'influence de « groupes de pacifistes »<sup>7</sup>.

---

<sup>6</sup> Creation of the Nuclear-Free New Zealand Myth, Brinksmanship Without a Brink, Ramesh Thakur

<sup>7</sup> En anglais peace groups, qui est un terme plus large que les écologistes

### L'Influence du mouvement de la Paix

Le phénomène de mouvements pacifistes s'est étendu en Nouvelle-Zélande dans les années 50. Les Etats-Unis sont devenus la cible de ce mouvement à cause de ses liens privilégiés et ses installations militaires en Nouvelle-Zélande. La guerre au Vietnam renforça le sentiment anti-américain malgré le fait que les soldats néo-zélandais au Vietnam n'étaient pas des appelés. Le mouvement pour la paix en Nouvelle-Zélande s'est rattaché au parti travailliste, avant son élection, après l'annonce de ce parti de transformer le pays en zone dénucléarisée. Depuis 1976 le mouvement pacifiste dirigea des manifestations contre les bâtiments américains.

Les risques associés à l'énergie et aux armes nucléaires ont influencé l'opinion publique en Nouvelle-Zélande. Le sentiment général des Néo-Zélandais au sujet du nucléaire se composait d'un mélange de méfiance et de peur. L'isolement géographique du pays et le luxe de posséder de nombreuses rivières permettant la production d'une énergie hydroélectrique permettaient aux citoyens de rejeter « la menace nucléaire ». Les groupes pacifistes ont minimisé l'importance de la sécurité collective. Pour souligner cette théorie, ils se sont appuyés sur l'isolement du pays, qui ne fut ni envahi ni menacé au cours de son histoire. Les Néo-zélandais ont toujours accepté la nécessité d'alliances et de participation aux conflits mondiaux. L'accroissement du budget militaire par le gouvernement Reagan fit peur aux citoyens. La logique d'assurer la sécurité en interdisant les armes nucléaires sembla raisonnable. Il est difficile d'attribuer les quantifications ou l'influence des groupements de la paix au gouvernement. Les deux partis importants ont par principe soutenu la pensée antinucléaire mais le gouvernement de Lange accentua cette politique. L'incompatibilité de suivre cette politique et de maintenir l'alliance ANZUS avait échappé aux politiciens.

### Le Champ de Tir de Mururoa

La France a invité une équipe de scientifiques à Mururoa en 1983. Le but était de permettre aux scientifiques de constater eux-mêmes qu'il n'existait de risques ni sanitaires ni environnementaux. Ils sont venus d'Australie, de la Papouasie Nouvelle-Guinée et de la Nouvelle-Zélande et les gouvernements de la région ont demandé plusieurs fois à examiner l'atoll. Les études poursuivies par les scientifiques consistaient à rechercher les doses de radiation reçues par les habitants du Pacifique Sud, le niveau de radioactivité sur l'atoll, la géologie de l'atoll, et les résultats des essais sous-terrain. Le gouvernement français a autorisé les scientifiques à ramasser des échantillons sauf pour les endroits où les essais avaient été exécutés et où des accidents s'étaient produits. La France a refusé à la mission Atkinson tout prélèvement dans les coraux du lagon.<sup>8</sup> Aucun médecin n'était parmi les scientifiques malgré l'importance du problème de cancer. Le rapport d'Atkinson était favorable à la France et en résumé les scientifiques n'ont pas mis en évidence des risques pour la santé ou pour l'environnement. Ils ont relevé des dommages pour l'atoll mais aucun indice de fuites de matières radioactives.

Quelques accidents se sont produits dans le passé et il était interdit de visiter les lieux. En 1979 un glissement de masses sédimentaires sous-marines est survenu et ce glissement a entraîné la formation d'une vague qui a blessé deux personnes. En juillet 1979, deux agents du CEA ont trouvé la mort à la suite d'une déflagration de vapeurs

---

<sup>8</sup> La France dans le Pacifique, Jean Chesneaux et Nic Maclellan, p 120

d'acétone au cours d'une opération de nettoyage à l'intérieur d'une enceinte bétonnée. Dans un autre incident une tempête a entraîné des déchets dans le lagon. Un cyclone, phénomène fréquent dans le Pacifique Sud, a brisé en 1981 la croûte de bitume censée isoler les déchets laissés par les essais à l'air libre et les a dispersés sur l'atoll. En résumé, ces accidents cités sont mineurs et ils ne sont pas le résultat de négligence.

Le choix d'un atoll pour les essais souterrains un mauvais choix pour l'avenir. Un atoll est composé d'une masse de calcaire poreux entassé sur du basalte volcanique naturellement cassant. Ces deux caractéristiques constitue de perméabilité et de fragilité n'offrent pas un environnement idéal pour les essais souterrains. Le scientifique Atkinson a identifié ce fait dans son rapport après la visite. Les explosions répétées ont ébranlé l'atoll, et des fissures et des effondrements pourraient se produire dans l'avenir. La preuve scientifique n'est pas concluante et la possibilité de problèmes de contamination dans l'avenir ne peut être écartée.

## **La Crise d'ANZUS**

### L'Incident de Buchan

En juillet 1984, la conférence d'ANZUS a lieu à Wellington et George Schultz souligne la nécessité pour les Etats-Unis d'accéder aux ports néo-zélandais pour que le traité ANZUS reste crédible. Le Président Reagan a suivi cette déclaration en disant qu'il était optimiste quand à l'obtention de l'autorisation pour les bâtiments nucléaires américains à pénétrer dans ces ports. En 1985 les Etats-Unis ont demandé que la frégate « Buchanan », une frégate à propulsion conventionnelle mais capable de déployer des armes nucléaires, puisse faire escale dans un port néo-zélandais. Il était évident que ce bâtiment n'était pas à propulsion nucléaire, après avoir été soigneusement choisi par le gouvernement Reagan. Le gouvernement travailliste demanda à de vérifier si le Buchanan portait des armes nucléaires. Les Américains ont refusé de répondre : la politique est de ne pas confirmer et de ne pas infirmer. Les Néo-zélandais ont refusé l'autorisation et le Premier ministre Lange fût alors connu dans le monde comme celui qui avait dit « non » aux Américains. La Nouvelle-Zélande avait fait preuve de courage en refusant les armes nucléaires.

### La Politique Américaine sur les Armes Nucléaires

La riposte américaine fût calme. La politique américaine de ne pas confirmer et de ne pas infirmer la présence d'armes nucléaires à bord de ses navires est nécessairement secrète. La politique néo-zélandaise s'oppose directement à l'ambiguïté et exige la transparence. Les Américains ont insisté sur le fait que ANZUS était une alliance maritime s'appuyant sur le soutien mutuel des escales de bâtiments et que la politique globale de non-révélation s'appliquait à tous. Le fait d'accepter une politique antinucléaire d'un allié était intolérable pour les Etats-Unis. Les Américains ont averti le gouvernement néo-zélandais des dangers de suivre et persister dans cette décision. Lange a refusé « le

domptage » et il a raillé l'intransigeance américaine. « Les Néo-Zélandais ne peuvent pas décider seuls de leur politique de Défense »<sup>9</sup>

### La Réponse Américaine

Washington a alors déclaré plus concrètement que la poursuite de la politique antinucléaire mettrait fin aux liens de défense entre les deux pays. Le gouvernement néo-zélandais a ratifié la loi. La crise d'ANZUS a duré 18 mois et en août 1986 George Schultz a déclaré que la Nouvelle-Zélande ne faisait plus partie de l'alliance. De plus, les Américains ont annoncé la fin d'exercices interalliés, du partage du renseignement, et des conférences trilatérales. L'approvisionnement logistique était jusqu'alors garanti par ANZUS. Les Etats Unis avaient fourni diverses armes et autres matériaux et ils avaient permis à la Nouvelle-Zélande de s'associer aux commandes de l'armée américaine. Ces avantages ont été retirés et l'action a coûté cher la Nouvelle-Zélande. Cette rupture durable des relations militaires avec les Etats-Unis produit encore ses effets.

Il faut examiner les raisons pour lesquelles les Américains ont adopté cette attitude avec un allié anglophone. Premièrement les Etats-Unis n'ont jamais modifié leur politique de refuser de confirmer ou de nier la présence d'armes nucléaires sur leurs bâtiments. D'après les Américains, cette politique est essentielle, pour rester ambigu face aux autres puissances comme l'Union soviétique et la Chine. Si les Etats-Unis avaient accepté de déclarer la présence d'armes nucléaires, ces deux pays avaient alors un effort de renseignement bien moindre à fournir. La « gentillesse » des Etats-Unis de donner librement cette information difficile à acquérir aurait été bien appréciée par l'ennemi.

De plus les Etats-Unis ont toujours insisté sur le fait que ANZUS était une alliance maritime. L'Amiral Rob Lany, commandant en chef des forces américaines dans le Pacifique a dit : « Les bâtiments à propulsion nucléaire sont particulièrement bien adaptés à l'immensité du Pacifique. Les interdire viendrait démanteler l'alliance d'ANZUS. »<sup>10</sup> La Nouvelle Zélande a décidé de changer, sans consultation, certains aspects de l'alliance et les deux autres membres d'alliance ont protesté contre les modifications que proposaient le plus petit membre. Vis à vis les Etats-Unis, le choix pour la Nouvelle-Zélande était simple : il fallait choisir entre la volonté d'interdire tous les bâtiments qui peuvent porter des armes nucléaires ou rester un partenaire actif de la communauté occidentale.

Les Etats Unis n'acceptèrent aucune souplesse de la part des Néo-Zélandais, ce fait que ne fût pas très bien apprécié par le gouvernement. La possibilité qu'un virus antinucléaire puisse se diffuser dans le monde était une hypothèse inacceptable pour les Américains qui ont rapidement compris que faire un précédent pour un pays allié, ouvrait la porte pour d'autres pays de demander une telle liberté. En revanche, les Américains ont toléré certains pays européens qui sont contre la présence d'arme nucléaires. Le gouvernement américain avait l'impression que les Néo-zélandais ne reconnaissaient pas la menace soviétique, qu'ils étaient infidèles aux pays occidentaux et qu'ils ne voulaient pas accepter leurs responsabilités pour la défense collective du monde. Un officiel américain a décrit la Nouvelle-Zélande comme un « petit pipi de fourmi au sud de nulle part. »

La Nouvelle-Zélande est un pays exportateur dont l'économie dépend de la possibilité de vendre des produits bruts. Ce pays a obtenu le droit d'exporter sur les

<sup>9</sup> Oxford Union Debate, New Zealand Foreign Affairs Review, January-March 1985

<sup>10</sup> Otago Daily Times, 28 April 1983

marchés les plus riches d'Europe et des Etats-Unis en reconnaissance du fait d'être un allié fiable. La crainte néo-zélandaise la plus sérieuse était que les Etats-Unis la puniraient sur le plan économique à cause de sa politique antinucléaire. Cette crainte n'était pas justifiée et les Américains ont tenu leur promesse de limiter les conséquences de la politique antinucléaire au domaine de la défense. Le Secrétaire d'Etat des Etats Unis George Schultz a averti le congrès que les sanctions économiques pourraient transformer la Nouvelle-Zélande en pays ennemi. Le Premier ministre Lange l'a complimenté pour l'honnêteté de sa position déclarée. Peut-être les Etats-Unis ont-ils pensé que les armées possédaient la puissance de changer l'opinion publique, qui, après avoir aperçu les résultats du choix de dénucléarisation, voudrait abandonner l'interdiction nucléaire.

La position néo-zélandaise est fondamentalement différente. Le gouvernement a affirmé le choix d'une politique indépendante. Il a estimé que les Etats-Unis sont un pays opposé à l'Union soviétique, arrogant avec les alliés et ne pas méritant son rôle de leader mondial. Le gouvernement néo-zélandais a voulu rester dans l'alliance d'ANZUS et en même temps interdire les bâtiments nucléaires. La logique qui suit expliquera la disposition néo-zélandaise. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont persuadé les Etats-Unis de les rejoindre dans l'alliance d'ANZUS en 1951. Jusqu'en 1984, l'alliance a développé et augmenté des escales de bâtiments nucléaires. Après 1984, la Nouvelle-Zélande a décidé seule de modifier certains aspects sans les discuter et malgré les protestations de deux autres partenaires. Les Etats-Unis ont riposté en mettant un terme à d'autres coopérations au sein de l'alliance. Donc, d'après le gouvernement travailliste, la crise d'ANZUS est uniquement de la faute des Etats Unis. Pour conclure, la Nouvelle-Zélande a osé montrer son indépendance et son courage face aux Etats Unis.

### La Loi Néo-Zélandaise

Il existait auparavant entre les deux pays une possibilité de divergence de politique mais la législation antinucléaire y a mis fin. La Loi Nucléaire Libre fut inscrite dans la législation néo-zélandaise en 1987 est à partir de ce moment il était sûr que la rupture entre les Etats Unis et la Nouvelle-Zélande aurait lieu. Cette loi a effectivement interdit les escales de bâtiments « nucléaires » américains et britanniques dans les ports néo-zélandais. Toutes les armes nucléaires étaient interdites en Nouvelle-Zélande, les responsabilités néo-zélandaises dans la zone dénucléarisée du Pacifique de Sud sont mises en valeur. Les eaux territoriales de la Nouvelle-Zélande et ses territoires sont déclarés "dénucléarisés" et posséder ou contrôler des armes nucléaires est considéré comme une infraction. Le Gouvernement a été offensé par les Américains et la mise en application de la loi a montré clairement au monde le fait que les Néo-zélandais ne supportaient pas l'intolérance américaine. La Nouvelle Zélande a montré que sa politique antinucléaire était sérieuse et non négociable. Le fait que le gouvernement travailliste ait fait passer la loi, affectera les gouvernements futurs qui ne pourront pas facilement revenir en arrière.

### L'Intérêt Soviétique

Quelques Américains du Congrès ont accusé la Nouvelle-Zélande de sous estimer la menace soviétique. Il faut comprendre en quoi consistait cette menace dans les années 80. La priorité pour l'Union soviétique était d'augmenter son influence avec des risques faibles, et d'améliorer l'image du pays comme puissance mondiale. Le Pacifique Sud n'existait pas comme priorité géostratégique pour les soviétiques mais si l'occasion

d'améliorer leur réputation, se présentait, ils la prendraient. L'intérêt soviétique consistait en une stratégie d'opportunisme. Depuis 1951, ANZUS a empêché les Soviétiques d'entrer dans la région mais la décolonisation des îles du Pacifique les intéressait. De plus, les Etats Unis possédaient des installations militaires de transmissions en Australie, comme Pine Gap, North West Cape et Nurrungar. Sans doute, le démantèlement de ces installations aurait arrangé bien les intérêts soviétiques. Donc le Pacifique Sud a été interdit à l'Union soviétique à cause des liens spéciaux entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats Unis. Ces deux pays sont considérés parmi les plus proches alliés aux Etats Unis suite à l'expérience partagée pendant la guerre.

L'intérêt soviétique dans le Pacifique Sud était tout d'abord commercial. La Nouvelle Zélande et l'Australie ont vendu aux Soviétiques de la laine, du beurre, et du mouton. Ces deux pays produisent les deux tiers des importations lainières mondiales. Les marchés n'étaient pas réguliers et plutôt liés à la récolte en URSS et les conditions économiques à l'intérieur du pays qui changeaient chaque année. Les pays exportateurs ne comptaient pas sur un marché consistant. Les soviétiques avaient besoin de moyens pour transporter les biens et des navires de commerce se sont installés dans les ports pour charger les produits. Les bateaux de pêche étaient aussi présents dans les ports néo-zélandais et fidjien pour le ravitaillement et le repos des équipages. Les pêcheurs soviétiques étaient actifs dans les zones exclusives économiques de certaines îles. Sur le plan diplomatique, deux ambassades soviétiques seulement se trouvaient dans la région, à Wellington et à Canberra. Un grand nombre de bateaux scientifiques de la recherche océanographique étaient aussi présents et l'information recueillie avait sans doute une application militaire pour les sous-marins. Le dernier type de bateau présent dans le Pacifique Sud était le paquebot de croisière. Il y avait entre 6 et 8 navires marchands dans les ports australiens ou néo-zélandais simultanément.

Quelques îles du Pacifique devenues indépendantes ont trouvé un moyen facile de solliciter plus d'aide financière de leurs grands voisins. Ils ont joué « la carte soviétique », en menaçant de permettre à l'URSS de les aider avec un projet, soit d'établir des liens diplomatiques, soit d'autoriser de pêcher dans les eaux territoriales. L'Australie ou la Nouvelle-Zélande ont été obligées d'augmenter l'aide financière pour dissuader ces idées. Mais la carte soviétique n'est pas si efficace si on la joue trop souvent. Certaines îles ont rendu compte de la présence de sous-marin soviétique à l'intérieur des eaux territoriales, ce qui avait nécessité des patrouilles maritimes. Le spectre de la menace soviétique était périodiquement rappelé et ceux qui possédaient des moyens militaires de surveillance parmi les Etats du Pacifique restaient vigilants.

L'idée d'une zone dénucléarisée a attiré les Soviétiques parce que l'exclusion de bâtiments américains d'une région affaiblissait leur influence dans le monde. N'importe quel empêchement à la liberté d'action de la marine et de l'armée de l'air américaine intéressait les soviétiques. La connaissance des positions des navires américains serait plus facile à obtenir si une zone du monde leur était interdite. Par conséquent les Soviétiques ont signé rapidement le traité de Rarotonga. Une contrainte sur les forces armées des Etats Unis bénéficiait aux Soviétiques et aussi aux Chinois. Les tensions entre les Etats Unis et le proche allié, qui est la Nouvelle-Zélande ont provoqué un renouvellement de l'intérêt : « L'alliance d'ANZUS révèle une fissure, spécifiquement dans l'aspect le plus vital, le nucléaire, et par conséquent dans la stratégie globale de Washington. »<sup>11</sup> Le Premier ministre Lange a averti les Soviétiques de ne pas se mêler au différend entre son pays et les

---

<sup>11</sup> Moscow Domestic Service, 26 January 1985 (FBIS daily Report on the Soviet Union, 27 January 1985)

Etats Unis au sujet de visites de bâtiments de guerre portant des armes nucléaires.<sup>12</sup> Les gouvernements de la Nouvelle-Zélande et d'Australie se sont rendus compte que les tensions entre eux pourraient donner aux Soviétiques une occasion de s'engager dans la région. Les deux ministres de la défense ont rédigé un communiqué pour appuyer le message de M. Lange.

L'intérêt soviétique dans la région du Pacifique Sud était essentiellement économique. La région se trouve loin de leurs priorités géostratégiques que sont les relations avec les Etats Unis, l'Europe et l'OTAN, et l'Asie du Nord est. En revanche faut-il se souvenir que les Soviétiques sont des opportunistes ? Ils se sont intéressés à cette région quand un allié des Etats Unis, la Nouvelle-Zélande, a montré sa disposition à ne plus accepter les responsabilités d' allié à cause de la question nucléaire.

## **L'Incident du Rainbow Warrior**

L'incident du Rainbow Warrior est lié à la politique antinucléaire, raison pour laquelle le navire amiral se trouvait à Auckland le 10 juillet 1985. Le Rainbow Warrior se préparait à faire route vers Mururoa pour manifester contre les essais nucléaires français. La réaction néo-zélandaise face à la découverte que le navire avait été coulé et le photographe tué par les agents français fût l'incrédibilité. Ils étaient choqués par «une violation grossière du droit international, un acte de terrorisme».<sup>13</sup> Cet incident a fait chuter les relations entre la France et la Nouvelle-Zélande au plus bas niveau. Il a contribué à la dégradation de l'image de la France dans le Pacifique comme un Etat terroriste. La région n'avait jamais connu des actions comme celle que la France a perpétrée dans un port d'une nation souveraine et, qui plus est, alliée.

Le résultat de l'action française fût de fortifier l'opposition régionale aux essais français. Ensuite la perception internationale du gouvernement du Premier ministre Lange fût améliorée à l'intérieur du pays et à l'étranger. Le gouvernement est devenu plus résolu à adhérer à l'interdiction de bâtiments nucléaires dans les ports néo-zélandais et peut-être a-t-il gagné le respect du monde sur le plan de la politique antinucléaire. Parallèlement, la France a décidé de continuer les essais à Mururoa. En septembre de la même année le président Mitterrand a assisté à un essai et, à son retour à Paris il a annoncé que la France continuerait d'exécuter des essais pour assurer la crédibilité de la force de frappe «aussi longtemps que cela serait nécessaire».<sup>14</sup> Le Premier ministre Lange a décrit la visite du président Mitterrand comme un geste obscène. Mais la France est restée déterminée à maintenir sa position de puissance mondiale soutenue par des armes nucléaires.

Après le jugement et la peine de dix ans de prison infligée aux agents français, la France, se mit à rechercher la faiblesse néo-zélandaise et elle a exercé une pression économique. Les deux pays n'étaient pas capables de résoudre le problème et l'intervention de l'ONU a été recherchée par la Nouvelle-Zélande afin de camoufler une humiliation dégradante. A la question de savoir pourquoi les deux pays ne pourraient pas régler le problème, le Premier ministre Lange a répondu « Parce qu' ...il faut un jugement diplomatique et équitable qui fasse qu' aucun pays ne se sente déshonoré. » Le malheureux incident s'est terminé avec une réparation à la famille du photographe tué dans l'explosion,

---

<sup>12</sup> Sydney Morning Herald , 23 February 1985

<sup>13</sup> Jean Chesneaux et Nic Maclellan, La France dan le Pacifique

<sup>14</sup> The New York Times, September 16, 1985

l'indemnisation de l'association Greenpeace pour la destruction de Rainbow Warrior et la libération des deux officiers incarcérés en Nouvelle-Zélande. Ce dernier dossier était le plus pénible pour le Premier ministre Lange et le Secrétaire général de l'O.N.U. a proposé un règlement en trois points : des excuses et une indemnisation au gouvernement néo-zélandais, la libération des officiers vers la base militaire de Hao et des concessions commerciales dans les négociations entre la C.E.E. et la Nouvelle-Zélande sur les importations de beurre néo-zélandais. L'incident fût chuter les relations entre la France et les pays de la région, surtout la Nouvelle-Zélande, au plus bas niveau. Les pays de la région, surtout le Groupe du Fer de Lance (les îles mélanésiennes ) n'ont pas apprécié la politique française en Nouvelle Calédonie. Vanuatu a expulsé l'ambassadeur de la France en 1987, la Papouasie Nouvelle Guinée a eu une attitude hostile et les îles Salomon ont toujours refusé d'accepter les lettres de créance de l'ambassadeur de France.

## **Le Nationalisme en Nouvelle-Zélande**

L'année 1985 fût une mauvaise année pour la Nouvelle-Zélande. Les problèmes avec les Américains ont commencé avec le refus du gouvernement d'autoriser le frégate Buchannan d'entrer dans un port. La destruction du Rainbow Warrior a dégradé les relations avec la France. Finalement, le traité de Rarotonga, fortement soutenu par la Nouvelle-Zélande, était lancé, mais il semblait que les grandes puissances ne veuillent pas le signer. Ces événements ont créé un environnement favorable pour que le nationalisme puisse fleurir. Car des pressions directes et indirectes étaient exercée sur la Nouvelle-Zélande.

A l'époque, les Etats Unis sont perçus par les Néo-zélandais comme un pays intolérant aux souhaits démocratiques des citoyens. La réalité n'est pas si évidente et les Américains n'ont jamais forcé les Néo-zélandais à accepter les bâtiments possédant des armes nucléaires. Les Etats Unis n'ont pas de problème avec la Nouvelle- Zélande comme pays indépendant sur le plan militaire. Le choix entre un allié qui accepte des responsabilités et un ancien allié était net. Les Néo-Zélandais ont voulu rester dans ANZUS et devenir dénucléarisés. Les deux opinions étaient inconciliables. L'influence de l'attention mondiale a du être considérée. Le Premier ministre Lange a fait un discours devant l'université d'Oxford en Grande Bretagne. Ce discours était souvent cité pour l'éloquence d'orateur. Le pays et le Premier ministre sont considérés comme ayant du courage contre une superpuissance qui était perçue comme insensible à une position morale et indépendante. Les activistes antinucléaires dans le monde ont cru que la politique antinucléaire de la Nouvelle-Zélande représentait un idéal moral vers lequel il fallait tendre. Les Néo-Zélandais ont été convaincus qu'ils avaient raison.

La pression intérieure du pays a aussi augmenté. Le parti travailliste s'est rendu compte que modifier la politique antinucléaire voudrait dire qu'il ne survivrait pas aux prochaines élections. Le gouvernement travailliste s'est enchaîné à la politique sévèrement antinucléaire. Il n'existait pas de manière d'adoucir la politique sans la compromettre et de risquer ainsi de perdre le pouvoir. De plus, la pression plus directe de la France avec sa menace sur les exportations vitales pour la Nouvelle-Zélande a réduit la marge d'action du gouvernement. L'attitude indépendante a durci, renforcée par ce qui fût vécu comme une humiliation devant le monde lors de la libération des agents, pourtant jugés coupables par un tribunal. Le retour des agents de l'atoll Hao vers la métropole fut encore plus insupportable.

Le petit pays de la Nouvelle-Zélande était bousculé par des événements qu'elle n'avait jamais rencontrés. Les Néo-Zélandais ont un esprit très indépendant et subir ou sembler subir une pression a eu pour résultat de consolider le soutien à la politique antinucléaire, et ainsi, de rendre impossible une modification de cette politique. Le nationalisme existe encore et le fait d'avoir déclaré le pays dénucléarisé est profondément lié à la déclaration d'indépendance. Les Néo-Zélandais éprouvent de la fierté de n'avoir pas été soumis à l'influence américaine.

## **L'Australie : Entre Deux Alliés**

Pour l'Australie la politique néo-zélandaise nucléaire pose un problème. La situation géographique des deux pays les réunit et ils étaient estimés par les Etats Unis comme une unique entité stratégique. De plus, l'histoire partagée entre deux anciennes colonies britannique renforçait leurs liens. Les deux jeunes pays ont lutté ensemble pour la première fois à Gallipoli et c'est là que la tradition «ANZAC » est née. Le sentiment antinucléaire était aussi partagé par les deux pays, cependant la version australienne était moins sévère. L'Australie a hésité à envoyer un bâtiment de la marine pour protester contre les essais en 1973. Le gouvernement australien a noté en 1975 qu'il avait des inquiétudes graves concernant l'initiative néo-zélandaise au sujet de la zone dénucléarisée. Mais, ce sont les Australiens qui ont mené le cas français devant la Cour internationale de justice. Les Premiers ministres Hawke et Lange se disputaient au Forum du Pacifique Sud en 1984 au sujet de la politique antinucléaire et l'alliance ANZUS. Malgré ces différences, les deux pays s'accordaient en principe sur la politique antinucléaire sauf que la version néo-zélandaise était plus intransigeante et radicale. Les Australiens ont continué à vendre de l'uranium alors même qu'ils protestaient contre les essais nucléaires.

Le traité d'ANZUS a offert l'avantage à la Nouvelle-Zélande de dépenser moins pour sa défense : 2% de PIB comparé à 3% en Australie et 6% aux Etats Unis. Après la rupture de l'ANZUS les liens militaires entre l'Australie et les Etats Unis sont devenus plus étroits. La formation en commun entre les deux alliés continuait et les forces néo-zélandaises étaient quant à elles interdites de toute participation aux exercices. Comme les Australiens voulaient s'entraîner avec l'allié géographique, il a fallu créer d'autres exercices. Ce fait a placé un énorme fardeau sur le dos des Australiens. Naturellement ils ont préféré améliorer leurs capacités avec les Etats Unis. Pourquoi échanger la garantie américaine pour la responsabilité néo-zélandaise ?<sup>15</sup> Le ministre de la défense australien a remarqué en 1986 qu'améliorer les liens de défense entre les deux pays exigeait des dépenses supplémentaires de la part de la Nouvelle-Zélande. Les Australiens n'hésitaient pas à faire des remarques sur la politique de défense néo-zélandaise et ils ont exercé une pression sur le gouvernement en vue d'acheter trois frégates ANZAC. Les Australiens en tant que seule alliée de la Nouvelle-Zélande, demandent que leur partenaire ANZAC soutienne l'alliance.

La politique de défense de la Nouvelle-Zélande prévoit qu'une attaque contre l'Australie est considérée comme une attaque contre la Nouvelle-Zélande. L'inverse n'est pas vrai. Après la rupture de l'ANZUS, la Nouvelle-Zélande est devenue plus dépendante de l'Australie. La Nouvelle-Zélande dépendait en particulier de la bienveillance et de la

---

<sup>15</sup> Ramesh Thakur, Toward a Nuclear Free New Zealand ?

patience de son plus grand voisin, parce que ce n'est pas une alliance à égalité. La position australienne est difficile parce que sa priorité de relations de défense est dirigée vers les Etats Unis. Alors que simultanément, la géographie, l'histoire et la tradition exigent le maintien de liens militaires. En outre la Nouvelle-Zélande est extrêmement sensible aux conseils, mais aussi aux critiques de son frère aîné. Néanmoins la coopération avec les Australiens a augmenté, et leurs matériels et leurs armes sont plus standardisés qu'auparavant.

## **L'Isolement de la Nouvelle-Zélande**

Après la mise en application de la loi antinucléaire, les réalités de la rupture d'ANZUS commençaient à s'installer, et le monde a perdu son intérêt pour le pays qui osait défier les Etats-Unis. Les armées néo-zélandaises ont perdu leur accès aux renseignements américains, et se sont rendu compte du prix de l'indépendance. Le Gouvernement a décidé d'écrire un nouveau livre blanc pour orienter les armées et identifier et combler les lacunes dans leurs capacités. La politique d'indépendance presque totale dans le domaine de défense donnait une nouvelle direction aux armées. Elles s'occupaient du Pacifique et de la possibilité de se projeter vers le Pacifique seul ou en coopération avec les forces australiennes. Le ministre de la Défense Frank O'Flynn a annoncé ses intentions d'augmenter les liens avec l'Australie. « La coopération de défense maximale avec l'Australie est presque la chose la plus importante de notre politique de défense. »<sup>16</sup> Les Australiens ont répondu avec une augmentation limitée d'exercices avec la Nouvelle-Zélande, les Etats Unis restaient leur priorité. L'attitude isolationniste est évidente dans la préface du Rapport Annuel du ministère de la défense. Le ministre O'Flynn expliquait l'intention de gouvernement de rejeter la participation aux guerres d'outre-mer, où anciennement les Néo-Zélandais ont toujours combattu. « Nous ne proposons pas de structurer nos forces pour agir comme petit allié des forces étrangères qui sont toujours prêtes à être déployées pour combattre dans les pays lointains. Nous proposons que nos armées soient prêtes à protéger la Nouvelle-Zélande. Il faut qu'elles puissent se déployer rapidement pour aider nos amis dans le Pacifique Sud, si nécessaire. »<sup>17</sup> L'accent de la politique de défense était mis sur le fait de compter sur soi-même.

Ni le gouvernement ni les armées ne se sont rendu compte du coût de cette politique. La situation géostratégique de la Nouvelle-Zélande est particulière : isolée du monde et avec une énorme zone économique exclusive et de plus, des responsabilités pour certaines îles en raison de relations spéciales. Dans un tel environnement, le besoin de renseignement et de surveillance est capital. Sans les Américains, de qui la Nouvelle-Zélande était presque entièrement dépendante, la capacité de recueillir des informations était négligeable. La perte du renseignement américain a entamé la sécurité du pays. Dans le domaine de la surveillance, la capacité néo-zélandaise ne suffisait pas pour patrouiller la vaste zone économique : six P3-K et quatre frégates.

Pour l'armée de l'air, dont la plupart des avions sont d'origine américaine, la perte des liens avec les Américains était coûteuse. Pour la marine néo-zélandaise, la perte de la formation aux Etats-Unis était la plus grave. Elle a participé aux exercices RIMPAC et

---

<sup>16</sup> Evening Post, June 16, 1986

<sup>17</sup> Frank O'Flynn, introduction 1985 Rapport Annuel

KANGAROO, interarmées et interalliés, et jugés irremplaçables. La marine britannique ne pouvait pas entrer dans les ports néo-zélandais à cause de la politique antinucléaire. Donc la marine comme les autres armées a dû remplacer sa formation de qualité faite autrefois avec les Américains. Les seuls choix étaient l'Australie et les pays de FPDA.<sup>18</sup> L'armée de l'air et la marine sont les plus dépendants de la technologie et ils sont donc les armées qui ont souffert le plus.

En 1987 les Américains annoncent qu'ils lèvent l'interdiction appliquée aux militaires d'effectuer des stages aux Etats Unis. Cette interdiction avait irrité la Nouvelle-Zélande parce que les Américains permettaient à un pays comme la Yougoslavie de former ses officiers aux Etats Unis mais pas aux Néo-Zélandais. Bien que ne l'avouant pas représentait pas une détente de la position américaine qu'ils ont clairement indiqué que la Nouvelle-Zélande était considérée comme un pays «ami » et donc que la formation était possible. L'effet réel de la perte de renseignement, de la formation et de la logistique américains est difficile et délicat à évaluer. Le pourcentage de PIB que dépensait le gouvernement pour la défense a diminué de 2 %, quand le pays était membre d'ANZUS, à moins de 1% aujourd'hui. Le coût de l'indépendance sur le plan militaire fait que le parti travailliste a reconnu qu'une augmentation de budget de défense était nécessaire. « La perte de la coopération avec les Etats Unis et le besoin de compter plus sur soi-même impliqueront des coûts supplémentaires »<sup>19</sup>. Le budget de défense était réduit pour trois autres raisons : des nouveaux impôts (TVA), le déclin du dollar néo-zélandais, et la perte des prix privilégiés pour les armes que le pays avait reçus en tant qu'allié des Etats Unis. Mais les gouvernements néo-zélandais ont dépensé plus d'argent pour l'éducation, la santé et les services sociaux. Le budget de la défense est souvent la première victime quand il y a une crise économique. La priorité de la défense n'est pas fondamentale en Nouvelle-Zélande et les peuples sont contents de dépenser moins sur cette ligne budgétaire parce que le pays n'a jamais été menacé. L'histoire a prouvé la valeur de ce risque.

Les gouvernements du parti national ont essayé de réparer les liens avec les Américains. La Nouvelle-Zélande a participé souvent comme « citoyen responsable du monde » par exemple dans la guerre du Golfe, les avions de transport et une équipe médicale ont été envoyés. Pendant que la Nouvelle-Zélande était membre du conseil de sécurité de l'ONU, la participation était assez active. Le pays a envoyé 250 soldats en mission de maintien de la paix en Bosnie. La croissance des missions de l'ONU fournit une occasion pour les armées d'améliorer leurs capacités opérationnelles. Le parti national et récemment le parti travailliste, soutenaient de telles missions comme celle en Bougainville ou la Nouvelle-Zélande était la nation cadre, et la mission au Timor oriental. Les sondages ont montré que les Néo-zélandais soutenaient ces missions. Une évaluation des capacités des armées depuis la fin de l'ANZUS est un sujet très sensible. La différence, qui a été perdue directement après la crise de l'ANZUS, entre les armées australiennes qui continuaient à s'entraîner avec les Américains, et les Néo-Zélandais qui ont manqué cette opportunité, n'est pas publiquement annoncée. Ils ont profité des missions récentes pour se comparer avec les forces alliées et aussi avec leur équipement. Les missions de l'ONU et la formation avec les pays asiatiques, qui deviennent techniquement plus avancés, ont amorti le choc de la rupture de l'ANZUS.

Les Néo-Zélandais sont fortement attachés à la politique antinucléaire et à la loi qui est inscrite cœur de législatif. Il est peu probable que les citoyens ou le gouvernement

---

<sup>18</sup> Five Power Defence Agreement ; l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Singapour, la Malaisie, la Grande Bretagne

<sup>19</sup> Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, la Défense de la Nouvelle-Zélande

veillent la changer. Pour les Etats Unis confirmer leur politique de ni confirmer ni affirmer reste invariable. Il semble alors que les deux pays aient trouvé un obstacle. La coopération militaire est seulement possible sous les auspices de l'ONU.

## Conclusion

La politique antinucléaire est née dans le Pacifique Sud à cause de l'environnement particulier de pays lointains. Géographiquement, les pays de la zone sont isolés du reste du monde, et leurs citoyens ont un esprit différent à cause de menaces toujours éphémères et difficiles à préciser. Les forces armées ne sont pas perçues comme indispensables pour la protection du pays. Les habitants de Pacifique Sud possèdent un environnement qui n'est pas abîmé, et la volonté de préserver une mode de vie unique.

Les îles de Pacifique sont devenues récemment indépendantes, et veulent participer aux organisations mondiales où elles souhaitent s'exprimer. Le Forum du Pacifique Sud a donné aux Nations îles l'occasion de se réunir pour mieux comprendre et discuter de leurs soucis d'environnement. Deux choses ont rendu ces îles solidaires : la proposition du Japon de décharger les déchets radioactifs dans le Pacifique et les essais nucléaires en Polynésie française. L'Australie et la Nouvelle-Zélande jouent un rôle capital parmi les plus petites îles voisines. Ils appartiennent à la région et s'intéressent aux problèmes des îles. Les opinions des peuples des îles se différencient au sujet des visites de bâtiments nucléaires. Le Traité de Rarotonga est une réussite pour la région parce qu'il représente un compromis permettant à tous les pays signataires de s'accorder. Ce traité est valable pour toute la région, et le fait que des pays nucléarisés comme la Grande Bretagne, la France et les Etats Unis qui ont signé et ratifié (sauf les Etats Unis) les trois protocoles, exprime un respect pour le souhait des peuples qui vivent dans la zone. Leurs sentiments antinucléaires ont été clairement revendiqués.

La Nouvelle-Zélande a étendu sa politique antinucléaire en excluant les bâtiments nucléaires de ses ports malgré l'alliance de l'ANZUS. Les raisons de cette décision sont compliquées et consistent en développements politiques et sociaux à l'intérieur du pays. L'année où les fissures de l'ANZUS commençaient à apparaître, en 1985, les agents français ont fait couler le navire amiral de Greenpeace, le Rainbow Warrior. Ces deux événements ne sont pas liés mais le résultat en a été que les sentiments nationalistes se sont développés parmi les citoyens et le gouvernement. La pression indirecte des Etats Unis et de la Grande Bretagne, réelle ou supposée, et la pression directe de la France ont nourri ce nationalisme. La fierté placée dans l'opinion antinucléaire s'est manifestée et la Nouvelle-Zélande a rejeté le concept d'appartenir à l'alliance. Les Néo-Zélandais n'avaient politiquement rien à perdre et ils ont adopté une attitude isolationniste. Ce courage moral face aux Etats Unis n'était cependant pas véritable car les Etats Unis n'ont jamais imposé de sanctions économiques, qui auraient dévasté le pays. La Nouvelle-Zélande a exprimé son indépendance, mais elle a rendu compte que le luxe d'adhérer à ses principes moraux dans le monde, ce qui demeure l'apanage des pays économiquement indépendants. Les réalités économiques ont dilué la réponse néo-zélandaise parce qu'il faut exporter pour exister.

**SIGNATAIRES DE TRAITE DE RAROTONGA**

<b>Pays</b>	<b>Signé</b>	<b>Ratifié</b>	<b>En Puissance</b>
Australie	6/8/85	11/12/86	11/12/86
Iles Cook	6/8/85	28/10/85	11/12/86
Etats fédérés de Micronésie	-	-	-
Iles Fidji	6/8/85	4/10/85	11/12/86
Kiribati	6/8/85	28/10/86	11/12/86
Iles Marshall	-	-	-
Nauru	17/7/86	13/4/87	13/4/87
Nouvelle-Zélande	6/8/85	13/11/86	11/12/86
Niue	6/8/85	12/5/86	11/12/86
Palau	-	-	-
Papouasie Nouvelle Guinée	16/9/85	15/9/89	15/9/89
Iles Salomon	29/5/87	27/1/89	27/1/89
Tonga	2/8/96	-	-
Tuvalu	6/8/85	16/1/86	11/12/86
Vanuatu	16/9/95	9/2/96	9/2/96
Samoa occidentale	6/8/85	20/10/86	11/12/86

**Protocole 1**

France	25/3/96	20/9/96	20/9/96
Grande Bretagne	25/3/96	19/9/97	19/9/97
Etats-Unis	25/3/96	-	-

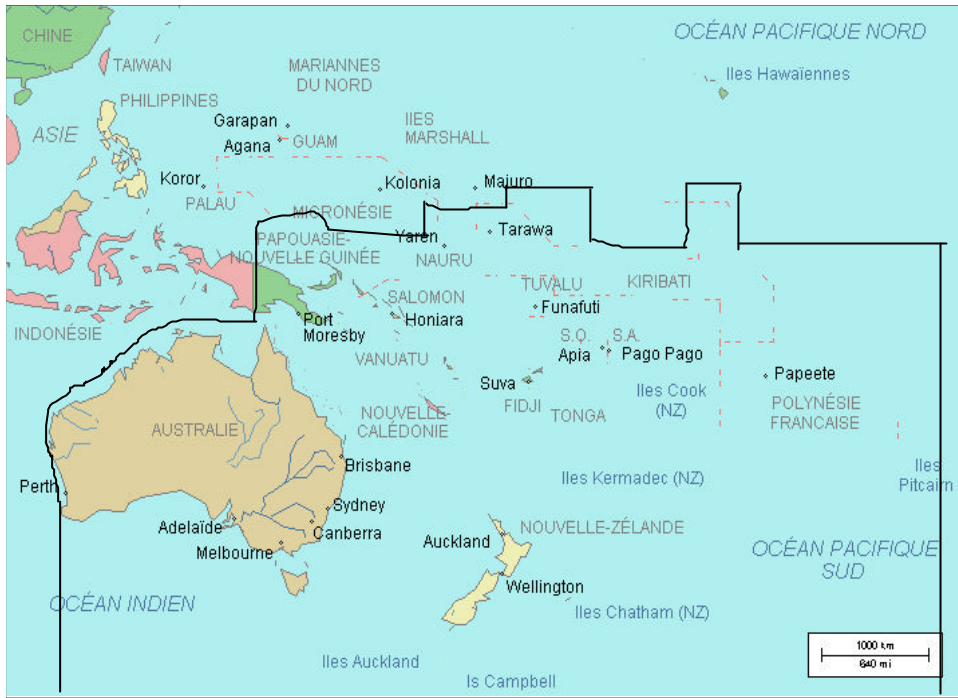
**Protocole 2**

Chine	10/2/87	21/10/88	21/10/88
France	25/3/96	20/9/96	20/9/96
Grande Bretagne	25/3/96	19/9/97	19/9/97
Etats-Unis	25/3/96	-	-
Union Soviétique	15/12/86	21/4/88	21/4/88

**Protocole 3**

Chine	10/2/87	21/10/88	21/10/88
France	25/3/96	20/9/96	20/9/96
Grande Bretagne	25/3/96	19/9/97	19/9/97
Etats-Unis	25/3/96	-	-
Union Soviétique	15/12/86	21/4/88	21/4/88

## Zone Dénucléarisée de Pacifique Sud



## BIBLIOGRAPHIE

- La Paix Nucléaire – Simulations et réalités, *Editions Patrick Banon 1995*
- L'Héritage Nucléaire, Thérèse Delpech, *l'Imprimerie Campin, 1977*
- Histoire de la Menace Nucléaire, Georges le Guelte, *Hachette, 1977*
- Microstates and Nuclear Issues, Regional Cooperation in the Pacific, Yoko Ogashiwa, *University of the South Pacific, 1991*
- The Pacific Peace, Security and the Nuclear Issue, Ed Ranganui Walker and William Sutherland, *The United Nations University, 1988*
- The Rarotonga South Pacific Nuclear Free Zone Treaty, Michael Hamel-Green
- La France dans le Pacifique Sud – Approche Géostratégique, Isabelle Cordonnier, *Editions Publisud 1995*
- La France dans le Pacifique De Bougainville à Mururoa, Jean Chesneaux et Nic Maclellan, *Editions La Découverte, 1992*
- Press Statement, Prime Minister Officer, New Zealand, French Nuclear Testing : New Zealand's Diplomatic Correspondence, May 1992
- What Happened in New Zealand, Theo Roy, *Quadrant 1986*
- Soviet Strategy Towards Australia, New Zealand and the South West Pacific, Paul Dibb, *The Australian Journal of International Affairs, Volume 39, 1985*
- Nuclear Free Security in the South-West Pacific ?, F.A. Mediansky, *The Australian Journal of International Affairs, Volume 39, 1985*
- Gunboat Diplomacy ? : the RAN and RNZN at Mururoa, Lt Tom Frame, *New Zealand International Review, Sep / Oct 1991*
- In Defence of New Zealand Foreign Policy Choices in the Nuclear Age, Ramesh Thakur, *Westview Press, 1986*

Press Statement, Office of the Minister of Foreign Affairs, NZ, Report of Scientific Mission to Mururoa, 1984

The South Pacific Nuclear Free Zone, Paul F. Power, *Arms Control Today*, January/February 1987

A Nuclear-Free Zone in the South Pacific, UN Draft Resolution 1975, *Survival Vol 18*, January/February 1976

South Pacific Forum, Communiqué, August 1984

Nuclear-free zones, *Australian Foreign Affairs Record*, December 1975

Nuclear Arms Control Negotiation With Special Reference to New Zealand and the Comprehensive Test Ban Treaty, Guy Wilson-Roberts, *unpublished thesis*, 1999

Creation of the Nuclear-Free New Zealand Myth, Brinksmanship Without a Brink, Ramesh Thakur, *Asian Survey*, 1989

Towards a Nuclear Free New Zealand ? Ramesh Thakur, *Asia Pacific Community*, 1985

By the Left, Quick March : Ideology and the ANZUS Dispute, *unpublished thesis*, 1999

The South Pacific Nuclear-Weapon-Free Zone, Paul F. Power, *Pacific Affairs*, 1986

Disarmament before the fact : the South Pacific Nuclear Free Zone, Ramesh Thakur, *New Zealand International Review*, 1992

The Armed Forces of New Zealand and the ANZUS Split : Costs and Consequences, Peter Jennings, *New Zealand Institute of International Affairs*, 1988